

Des enseignants mobilisés, syndiqués ou non, des collègues Fénelon, Paul Duez de Cambrai, Jean Monnet et Prévert de Caudry s'adressent à tous les professeurs de Collège du Cambrésis !

Le Rectorat force la main aux chefs d'établissement pour anticiper la réforme, afin de faire croire à l'opinion que les enseignants l'ont acceptée. Ainsi, nous avons tous été sollicités pour présenter des projets d'EPI et d'AP dès le mois de décembre.

Cette réforme nous n'en voulons pas :

- Elle n'apportera pas une heure de plus, les EPI et l'AP devant se dérouler dans nos heures disciplinaires. Les heures de marge sont financées par la diminution des horaires disciplinaires.
- Des disciplines sont menacées (Allemand, Grec, Latin...), des collègues pourraient être victimes de mesures de cartes scolaire.
- L'autonomie des établissements sera accrue si cette réforme passe, de même que l'accroissement des pouvoirs du Principal qui pourra décider de la répartition des heures de marge.
 - Elle va mettre en concurrence les disciplines et les collègues : qui prendra les heures marges ? en fonction du plus offrant et obéissant ? Qui osera sacrifier son option ou sa section ? Quelle discipline scientifique prendra des heures aux autres en sixième ?
 - C'est la casse d'un enseignement en collège unifié et équivalent d'un établissement à l'autre, il sera même possible de moduler les horaires disciplinaires sur tout le cycle 4 !

Cette réforme est une réforme comptable, qui renforce le « management » des chefs, qui renforce la flexibilité, qui casse nos disciplines. **Nous pensons clairement que c'est le métier que nous aimons qui est menacé.** Nos élèves n'ont rien à y gagner, ne nous laissons pas culpabiliser.

Il est possible de résister ! Aux Collèges Fénelon et Paul Duez de Cambrai, Aux Collèges Jean Monnet et Prévert de Caudry, nous avons, en grande majorité refusé de présenter des projets avant le mois de janvier.

- Nous avons rappelé que le Recteur a précisé qu'aucune formation sur la réforme ne doit commencer avant janvier (la circulaire du 18 novembre).
- Nous avons convaincu nos collègues qu'il n'y a aucune urgence à définir maintenant les EPI et l'AP. Réfléchir à une répartition des moyens sans connaître la dotation horaire n'a pas de sens et ne garantit pas du tout que les disciplines et les collègues menacés soient sauvés.
- Nous avons montré, que de toute façon, aucun moyen supplémentaire ne sera accordé pour les établissements qui fourniraient un projet d'EPI et d'AP. Rien n'autorise les chefs d'établissement à croire que des moyens en plus seront

accordés, il ne s'agit que d'intox s'ils affirment le contraire.

- Pour les plus réticents à prendre position, il suffit de proposer ... de ne rien proposer. La réforme ne repose que sur notre bonne volonté. Ne rien faire, c'est bloquer la machine et rien n'oblige à proposer des EPI et de l'AP dès maintenant.

Il s'agit d'organiser au sein des établissements un **rapport de force** favorable à la lutte. Ceux qui contestent la réforme sont les plus nombreux. Il est possible d'amener les collègues à dire non, en leur précisant qu'ils ne risquent rien, que les règles et le bon sens sont de notre côté.

Une seconde manche se déroulera à partir du mois de janvier quand commenceront les « formations » (qui n'ont de formation que le nom, car elles sont en fait des journées de mise en œuvre de la réforme pour la rentrée 2016). Nous aurons alors besoin de faire masse pour mettre en échec la réforme.

Nous sommes persuadés que **collectivement** nous pouvons peser et être plus forts ; parce qu'il n'est pas aisé de résister face à la pression des chefs d'établissement, nous diffusons cette adresse afin aussi que nous puissions échanger des informations et nous coordonner. **Il n'est pas si compliqué de s'opposer si nous agissons ensemble.**

Merci de nous répondre, de nous dire si vous êtes intéressés pour coordonner nos actions, si vous êtes prêts à entrer en « résistance » et faites tourner ce message auprès de vos amis et collègues, même au-delà du Cambrésis.

Message du collectif de lutte contre la réforme du collège en Cambrésis soutenu par le SNES FSU et la CGT

Donnons-nous rendez-vous pour la grève du 26 janvier 2016.